



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOIRET

Courrier arrivé le

05 MARS 2013

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

DDT du Loiret SUA/PADS

St Cyr en Val, le 28 février 2013

Unité territoriale du Loiret

Nos réf. : FH n°215 / 2013

Vos réf. : transmission du 20/02/2013

PD 045 203 13 00002

Affaire suivie par Fanny HARLE

fanny.harle@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 02 38 25 01 32 – Fax : 02.38.63.84.44

Courriel : ut45.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifiée par

M:\03 ENVIRONNEMENT\ENV 2013\URBANISME\IPC_PD\PD_fonderieMEUNG SUR LOIRE.doc

S3IC : Avis sur permis de démolir

Le Directeur Régional

à

DDT

131 faubourg bannier

45042 ORLEANS

A l'attention de Mme. VIOLETTE

Objet : Permis de démolir n°045 203 13 00002

Déposé le 8 février 2013 par SARL résidences Harmonia - Adresse des travaux : 15 chemin de la
Gare 45130 MEUNG SUR LOIRE

PJ : - Dossier de demande de permis de démolir

- Arrêté instituant des servitudes d'utilité publique sur le site APM GROUP à MEUNG SUR
LOIRE du 12 janvier 2012

Par transmission visée en objet, vous avez transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, le dossier de demande de permis de démolir cité en objet. Ce dossier porte sur la démolition totale des bâtiments implantés sur les parcelles nommées AA52 (zone 1AU), AA53(zone 1AU), AA54(zone 1AU), AA58 (zone UB), ZM43 (zone 1AU), ZM87 (zone 1AU), ZM88 (zone 1AU).

Ces bâtiments et terrains étaient anciennement exploités par la société APM Group pour des activités de fonderie relevant de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. La procédure de cessation d'activité du site s'est déroulée entre 2006 et 2011.

Des travaux de dépollution ont été menés sur le site, cependant des zones restent impactées par des pollutions. Afin de garder en mémoire la pollution résiduelle et les précautions particulières qu'elle implique sur le site, Monsieur le Préfet du Loiret a pris de sa propre initiative et conformément à l'article R515-25 du Code de l'Environnement, un arrêté préfectoral visant à l'institution de servitudes d'utilité publique en date du 12 janvier 2012 qui vous est joint au présent courrier et qui est à ce jour annexé au PLU de la commune de MEUNG SUR LOIRE.

Au regard de la demande de permis de démolir présentée, l'inspection n'émet pas d'objection vis-à-vis de cette démolition totale des bâtiments qui permettra avant tout de supprimer les risques d'intrusion par des personnes extérieures dans les bâtiments de cette friche industrielle.

Cependant, il convient d'attirer l'attention du pétitionnaire sur le fait qu'il doit respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté instituant des servitudes d'utilité publique sur le site objet de la demande de démolition et notamment les points suivants :

- La réalisation ou l'utilisation de puits et de forages pour l'exploitation de l'eau souterraine est interdite sauf à des fins d'analyse de la qualité des eaux souterraines ou à des fins industrielles sous respect de la prescription suivante,
- Si un usage industriel de la nappe d'eau souterraine au droit du site est envisagé, il ne peut être autorisé par le Préfet qu'après réalisation d'une étude appropriée démontrant la compatibilité de la qualité de la nappe avec cet usage,

- En cas de travaux de remaniement des sols (excavation de sols, réalisation de fondations, de sous-sols, etc.) un contrôle de la qualité environnementale des sols doit être entrepris. Le cas échéant, des mesures relatives à la santé, à l'hygiène, à la sécurité et à la prévention des éventuels transferts de pollution doivent être entreprises, en particulier afin d'assurer la protection du personnel réalisant les travaux et des tiers,
- En cas d'affouillements ou de creusement des sols, les terres extraites présentant des indices de pollution sont stockées sur le site et caractérisées. Les terres polluées sont évacuées et éliminées selon les filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les terres non impactées, dont les caractéristiques sont compatibles avec le fond géochimique du site considéré, peuvent être réutilisées sur le site, après démonstration de cette compatibilité (analyses comparatives par exemple),
- Toute nouvelle canalisation d'amenée d'eau potable sur le site doit être isolée des terres en place par des gaines de protection ou une couche de matériau sain de faible perméabilité autour des canalisations ou toute autre technique équivalente,
- Lors de tout travaux d'excavation de terres polluées, le stockage de ces terres doit être réalisé sur des aires étanches et /ou aménagées,
- La dégradation ou la destruction des trois piézomètres du site est interdite. Le déversement de tout produit, substance ou déchet dans les piézomètres est strictement interdit.
- Un droit de passage, d'accès, d'équipement, de prélèvement et de maintenance des piézomètres au seul profit de la personne morale ou physique qui a en charge la surveillance des eaux souterraines au droit des parcelles ainsi qu'aux services de l'Etat ou tout organisme mandaté par ces derniers doit être maintenu.

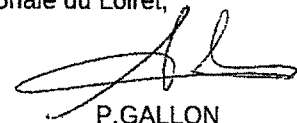
Pour mener correctement ces travaux, le pétitionnaire pourra utilement se rapprocher de la commune de MEUNG SUR LOIRE pour récupérer l'ensemble des études menées sur ce site lors de la cessation d'activité.

A ce stade des connaissances de l'inspection sur les projets du site, il est indispensable de préciser au pétitionnaire que les occupations et utilisations du sol sur ces terrains sont strictement destinées à des usages industriels et que conformément à l'article 2 de l'arrêté si un changement d'usage est prévu, les servitudes pourront être modifiées sur la base d'une étude comprenant notamment une évaluation de la qualité des eaux souterraines et une évaluation quantitative du risque sanitaire et démontrant la compatibilité de l'état du sol et du sous-sol avec l'usage projeté.

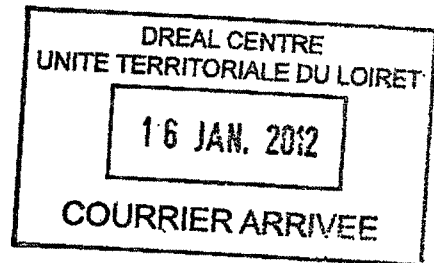
Pour ce qui concerne les aspects liés au transport et à la distribution d'énergie (électricité et gaz), la présence éventuelle d'ouvrages électriques et gaziers au voisinage des travaux projetés nécessite la prise en compte des dispositions du décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 et de l'arrêté du 15 février 2012 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de transport et de distribution. Ces dispositions conduisent à prescrire notamment que les services mentionnés sur la liste ci-jointe soient consultés :

- au stade de l'élaboration par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre (demande de renseignements) ;
- avant le commencement des travaux projetés, par l'entreprise chargée de ces travaux (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux – DICT).

Pour le directeur,
Par intérim du chef de l'Unité
Territoriale du Loiret,



P.GALLON



Direction départementale
de la protection des populations

Service sécurité de l'environnement industriel

AFFAIRE SUIVIE PAR : Annick Paret
TELEPHONE : 02.38.42.42.79
BOITE FONCTIONNELLE : annick.paret@loiret.gouv.fr
REFERENCE : servitudes/AP SUP APM
MEUNG 2

ORLEANS, le 12 JAN. 2012

ARRETE
instituant des servitudes d'utilité publique
sur le site de la société APM Group
20 chemin de la Gare
à MEUNG SUR LOIRE

LE PREFET DU LOIRET
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment son livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et particulièrement les articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 ;

VU le Code de la santé publique, et notamment ses articles R.1416-1 et suivants ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L 126-1 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et notamment son article 36-2 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 août 1998 autorisant les Fonderies de MEUNG SUR LOIRE à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de pièces en fonte et alliages située sur la commune de Meung sur Loire ;

VU le récépissé de cession délivré le 18 juin 2003 à la société APM Group ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Nanterre en date du 31 janvier 2006 prononçant la liquidation judiciaire de la société APM GROUP et désignant Maître RIFFIER mandataire judiciaire en sa qualité de liquidateur ;

VU la cessation d'activité de la société APM Group à MEUNG SUR LOIRE, notifiée le 16 mars 2006 au Préfet et le récépissé de déclaration de cessation d'activité délivré le 4 mai 2006 ;

VU l'évaluation simplifiée des risques (ERS) du site de MEUNG SUR LOIRE Etape A (avril 2005), Etapes B et C (juin 2005) réalisée par le bureau d'étude ANTEA ;

VU le mémoire de réhabilitation du site du 1^{er} septembre 2009 réalisé par CMB environnement ;

VU l'analyse des risques résiduels du 19 janvier 2010 réalisée par le bureau d'étude BURGEAP ;

VU les courriers adressés respectivement les 18 mars 2010 et 22 février 2011 à Maître Laurence RIFFIER lui demandant de se prononcer sur les recommandations de l'analyse des risques résiduels et de déposer un dossier de demande de servitudes d'utilité publique ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Nanterre en date du 4 décembre 2009, reçu en mes services le 20 mars 2011, transférant la mission de liquidateur judiciaire à la SELARL C. BASSE sous la conduite de Maître Christophe BASSE pour le dossier de la société APM Group à MEUNG SUR LOIRE ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 mars 2011 prescrivant des mesures d'urgence à l'encontre du Cabinet Christophe BASSE afin de mettre le site de la société APM Group en sécurité ;

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date des 9 mars 2010, 9 février 2011, 27 mai 2011 ;

VU les avis de la Direction départementale des Territoires en date des 6 juillet et 26 octobre 2011 et du SIRACED-PC en date des 22 juin et 21 octobre 2011 consultés au titre des articles R 515-25 et R 515-28 du code de l'environnement sur le projet d'institution de servitudes d'utilité publique ;

VU la communication du projet d'institution de servitudes d'utilité publique au Maire de MEUNG SUR LOIRE ainsi qu'à Maître Christophe BASSE, mandataire judiciaire ;

VU l'avis du 9 août 2011 émis par Maître BASSE représentant la société APM Group propriétaire des parcelles affectées par les servitudes d'utilité publique ;

VU la délibération du Conseil Municipal de MEUNG SUR LOIRE réuni en séance le 19 septembre 2011 ;

VU la notification au mandataire judiciaire et au Maire de MEUNG SUR LOIRE de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), du rapport et des conclusions de l'inspecteur des installations classées concernant ces servitudes, ainsi que du projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa réunion du 24 novembre 2011 ;

CONSIDERANT les différents rapports environnementaux susvisés quant à la nécessité de limiter l'usage du sol et des eaux souterraines au droit du site,

CONSIDERANT que la procédure d'institution de servitudes d'utilité publique est prévue à l'article L. 515-12 du Code de l'environnement notamment pour des terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée;

CONSIDERANT que les servitudes proposées ont pour objectif de pérenniser la mémoire des pollutions et d'assurer la compatibilité entre l'état du sol et du sous-sol et l'usage de ce site ;

CONSIDERANT qu'aucun dossier d'institution de servitudes d'utilité publique n'a été déposé par le mandataire judiciaire suite au courrier préfectoral qui lui a été adressé le 18 mars 2010 ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article R515-25 du Code de l'Environnement, le Préfet peut prendre l'initiative d'instaurer des servitudes d'utilités publique ;

CONSIDERANT que selon l'article L.515-12 du Code de l'environnement, le préfet de département peut, lorsque le petit nombre de propriétaires le justifie, procéder à la consultation écrite des propriétaires des terrains par substitution à la procédure d'enquête publique prévue au troisième alinéa de l'article L.515-9,

CONSIDERANT que le mandataire judiciaire représentant la société APM Group a été consulté sur les servitudes d'utilité publique proposées et a fait part de ses observations ;

CONSIDERANT que les puits ont été rebouchés et équipés d'une dalle de protection et que les déchets de fonderie ont été évacués du site ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRETE

Article 1^{er} – Objectifs et parcelles concernées

Des servitudes d'utilité publique sont instituées au titre de l'article L. 515-12 du Code de l'environnement sur l'emprise du site précédemment exploité par la société APM Group, représentée par son mandataire judiciaire, situé 20 chemin de la Gare à MEUNG SUR LOIRE afin de limiter l'usage du sol et des eaux souterraines.

Les parcelles cadastrales concernées par les présentes servitudes sont définies ci-après :

Désignation des parcelles	Superficie concernée par les servitudes (m ²)
(zone 1AU) AA52	48 799
(zone 1AU) AA53	246
(zone 1AU) AA54	286
(zone UB) AA58	315
(zone 1AU) ZM43	25 090
(zone 1AU) ZM87	853
(zone 1AU) ZM88	172
Soit une superficie totale de : 75 761 m ²	

Article 2 – Contraintes d'urbanisme

Les servitudes définies dans le présent arrêté avec tous les éléments qu'elles comportent ne pourront être levées que par suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires ou à

l'issue d'études particulières après demande auprès de M. le Préfet et sur le rapport du service de l'inspection des installations classées.

En cas de changement d'usage, les servitudes pourront être modifiées sur la base d'une étude comprenant notamment une évaluation de la qualité des eaux souterraines et une évaluation quantitative du risque sanitaire et démontrant la compatibilité de l'état du sol et du sous-sol avec l'usage projeté. La modification sera instruite selon les règles en vigueur d'institution de servitudes.

Article 3 : Servitudes

1. Les occupations et utilisations du sol sont strictement destinées à des usages industriels,
2. La réalisation ou l'utilisation de puits et de forages pour l'exploitation de l'eau souterraine est interdite sauf à des fins d'analyse de la qualité des eaux souterraines ou à des fins industrielles sous respect de la prescription suivante,
3. Si un usage industriel de la nappe d'eau souterraine au droit du site est envisagé, il ne peut être autorisé par le Préfet qu'après réalisation d'une étude appropriée démontrant la compatibilité de la qualité de la nappe avec cet usage,
4. La culture d'aliments destinés à la consommation humaine est interdite,
5. L'élevage est interdit,
6. En cas de travaux de remaniement des sols (excavation de sols, réalisation de fondations, de sous-sols, etc.) un contrôle de la qualité environnementale des sols doit être entrepris. Le cas échéant, des mesures relatives à la santé, à l'hygiène, à la sécurité et à la prévention des éventuels transferts de pollution doivent être entreprises, en particulier afin d'assurer la protection du personnel réalisant les travaux et des tiers,
7. En cas d'affouillements ou de creusements des sols, les terres extraites présentant des indices de pollution sont stockées sur le site et caractérisées. Les terres polluées sont évacuées et éliminées selon les filières autorisées au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Les terres non impactées, dont les caractéristiques sont compatibles avec le fond géochimique du site considéré, peuvent être réutilisées sur le site, après démonstration de cette compatibilité (analyses comparatives par exemple),
8. Toute nouvelle canalisation d'amenée d'eau potable sur le site doit être isolée des terres en place par des gaines de protection ou une couche de matériau sain de faible perméabilité autour des canalisations ou toute autre technique équivalente,
9. Lors de tout travaux d'excavation de terres polluées, le stockage de ces terres doit être réalisé sur des aires étanches et /ou aménagées,
10. Les piézomètres constituant le réseau de surveillance des eaux souterraines sont les suivants :
 - Pz1 : aval hydraulique,
 - Pz2 : aval hydraulique,
 - Pz3 : amont hydraulique.

Les piézomètres sont implantés sur site conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

La dégradation ou la destruction des piézomètres identifiés précédemment est interdite.

Le déversement de tout produit, substance ou déchet dans les piézomètres est strictement interdit.

Le ou les propriétaires des parcelles énoncées à l'article 1^{er} ont la charge du maintien et du bon état des piézomètres.

Les têtes des piézomètres doivent être cadenassées.

11. Un droit de passage, d'accès, d'équipement, de prélèvement et de maintenance des piézomètres au seul profit de la personne morale ou physique qui a en charge la surveillance des eaux souterraines au droit des parcelles figurant dans le tableau ci-avant ainsi qu'aux services de l'Etat ou tout organisme mandaté par ces derniers doit être maintenu.

Article 4 : Obligation d'information aux propriétaires successifs et aux occupants

Si les parcelles mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à notifier lesdites servitudes aux occupants en les obligeant à les respecter. Le propriétaire informe le Préfet et l'inspection des installations classées des éventuels changements d'occupation ou de propriété de ces mêmes parcelles.

Article 5 : Annexion au PLU

En application de l'article L 515-10 du Code de l'Environnement, les servitudes définies par le présent arrêté seront annexées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de MEUNG SUR LOIRE dans les conditions prévues à l'article L 126-1 du Code de l'urbanisme.

Les servitudes seront reportées au registre de conservation des hypothèques (article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955).

Article 6 : Notification

Le présent arrêté est notifié au Cabinet Christophe BASSE par voie administrative. Copies en sont adressées au maire de la commune de MEUNG SUR LOIRE et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Centre.

Article 7 : Information des tiers

En application de l'article R 512-39 du Code de l'Environnement, l'information des tiers est effectuée comme suit :

- le Maire de MEUNG SUR LOIRE est chargé de :
 - joindre une copie du présent arrêté au dossier relatif à cet établissement classé dans les archives de sa commune. Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne intéressée.
 - afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois un extrait du présent arrêté qui énumère notamment les restrictions d'usage du sol prescrites.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution est immédiatement transmis par le maire de MEUNG SUR LOIRE au Préfet du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel.

- Le mandataire judiciaire de la société APM Group est tenu d'afficher en permanence de façon visible, sur le site, un extrait du présent arrêté,
- le Préfet du Loiret fait insérer un avis mentionnant le périmètre ainsi que les servitudes instituées dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Loiret,
- le Préfet du Loiret fait publier un extrait du présent arrêté sur le site Internet de la préfecture du Loiret (www.loiret.gouv.fr) pendant une durée minimum d'un mois,

➤ une copie du présent arrêté est adressée par le Préfet du Loiret au bureau de la conservation des hypothèques pour sa publication.

Article 8 : Voies et délais de recours

Les voies et délais de recours sont les suivants :

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, il peut être introduit un recours en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :

- soit gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- soit hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex

Dans les deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- soit contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45047 ORLEANS CEDEX 1

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet implicite ou explicite de l'un de ces deux recours.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

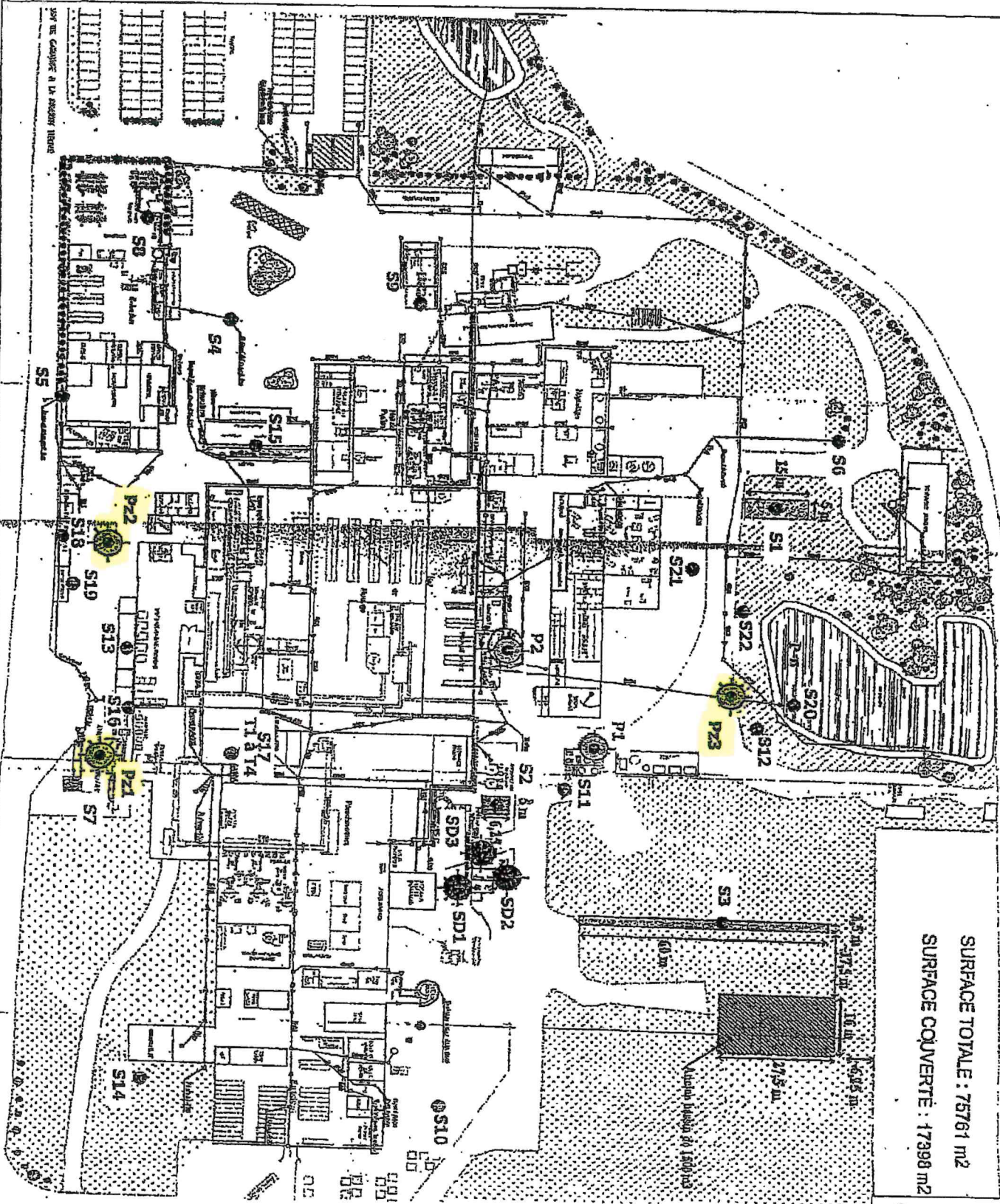
Article 9 : Application

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de la commune de MEUNG SUR LOIRE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le **12 JAN. 2012**

**Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire général,**

Antoine GUERIN



SURFACE TOTALE : 75761 m²
SURFACE COUVERTE : 17398 m²

FURL VONNET /
site des anciennes fondrière - Meung-sur-Loire (45)
Plan de masse du site et localisation
des sondages et des piézomètres

BRUNIER & P

Fig. 2
RT367
CT2100037

- S : sondage extérieur à la propriété
de SOL SOLUTION
- Pz : sondage destructif équipé en
piézomètres Ø 80-88 mm pour
prélèvements d'eaux
- SD : sondage destructif à la tarière
Ø 63 mm pour prélèvements de sols